

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

Direction A-Infrastructures

CAHIER DES CHARGES

APPEL À LA CONCURRENCE

Procédure ouverte interinstitutionnelle

Contrat cadre de fourniture de gasoil de chauffage et pour les groupes électrogènes pour les bâtiments occupés (ou à occuper) par les institutions participant à l'appel d'offres au Luxembourg

APPEL D'OFFRES 06A20-2017-M044

1. INTRODUCTION

Le présent cahier des charges fait partie intégrante des documents d'appel à la concurrence préparés pour le marché en objet. Les documents d'appel à la concurrence susmentionnés sont composés:

- d'une lettre d'invitation à soumissionner;
- des conditions pour soumettre une offre;
- d'un cahier des charges et de ses annexes;
- et d'un modèle de contrat et de ses annexes.

Le présent cahier des charges est complété par les annexes suivantes, qui en font partie intégrante:

Annexe I: Spécifications techniques

Annexe Ia : Bordereau des prix

Annexe II: Politique environnementale du Parlement européen

Annexe III: Déclaration sur l'honneur du soumissionnaire relative aux critères d'exclusion ainsi qu'aux éventuelles situations de conflit d'intérêts

Annexe IV: Signalétique financier – fournisseur

Annexe V: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Annexe VI: Déclaration concernant les sous-traitants

Annexe VII: Fiche de renseignements financiers

Annexe VIII: Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne lors de l'envoi de l'offre

PARTIE I – INFORMATIONS GÉNÉRALES

2. OBJET DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union européenne, le Parlement européen a décidé de lancer le présent appel d'offres en vue de la fourniture de gasoil de chauffage et pour les groupes électrogènes pour les bâtiments occupés (ou à occuper) par les institutions participant à l'appel d'offres au Luxembourg.

3. DESCRIPTION, OBJECTIF ET MONTANT ESTIMÉ DU MARCHÉ

Le marché portera sur la fourniture de gasoil de chauffage et pour les groupes électrogènes pour les bâtiments occupés (ou à occuper) par les institutions suivantes :

- le Parlement européen ;
- la Commission Européenne ; et
- la Cour de justice de l'Union européenne.

Le marché a une durée totale de quatre (4) ans + six (6) mois (contrat annuel renouvelable 3 fois plus une période de maximum 6 mois destinée à couvrir le non-aboutissement de la procédure visant le renouvellement du contrat). L'exécution du marché ne commencera qu'à partir du moment où le contrat-cadre sera signé. Tout renouvellement contractuel sera effectué conformément aux conditions fixées dans le contrat.

Le marché a une valeur totale approximative de 210.000,00 EUR.

4. PARTICIPATION À LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES

La participation à cette procédure d'appel d'offres est ouverte dans les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un État membre de l'Union européenne et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics leur donnant accès au marché objet de cet appel d'offres et dans les conditions prévues par cet accord.

Afin de déterminer l'admissibilité des soumissionnaires, ceux-ci devront indiquer, dans leur offre, l'État dans lequel ils ont leur siège ou sont domiciliés. Ils présenteront également les preuves requises selon leur législation nationale ou d'autres preuves équivalentes permettant au Parlement européen de vérifier leur origine.

5. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

L'annexe V sera obligatoirement complétée et annexée à l'offre si celle-ci est introduite par un groupement d'opérateurs économiques.

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête une forme juridique

déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution du marché. Cette exigence pourra être communiquée par le Parlement européen à tout moment de la procédure de passation du marché mais, dans tous les cas, avant la signature du contrat.

Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique au plus tard avant la signature du contrat si le marché lui est attribué. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, cela pourrait être par exemple, un consortium ou une association momentanée);
- la signature, par tous les partenaires, d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le statut réel du groupement sera attesté par tout document ou accord signé par ses membres et devra être joint à l'offre.

Exceptionnellement, ces documents ou accords pourront être modifiés et/ou envoyés après la date limite de soumission d'une offre mais en aucun cas après la communication des résultats de l'appel d'offres aux soumissionnaires concernés. Le Parlement européen se réserve le droit de rejeter une offre si les clauses de l'accord entre les membres d'un groupement sont modifiées au cours de la procédure, si celles-ci ne prévoient pas une responsabilité solidaire entre les membres du groupement ou si aucun accord ayant une valeur juridique n'a été présenté avec l'offre.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci assurent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. En tout état de cause, il convient de noter que dans le contrat signé avec le groupement, le Parlement européen se référera expressément à l'existence d'une responsabilité solidaire entre les membres de ce groupement. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité pouvant représenter les membres et ayant, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres.

Les offres émanant de groupements d'opérateurs économiques doivent préciser le rôle, les compétences et l'expérience de chaque membre du groupe. La soumission de l'offre sera effectuée par les opérateurs économiques unis qui assument également leur responsabilité solidaire pour la soumission.

Pour un groupement d'opérateurs économiques, la preuve de droit d'accès au marché (admissibilité), ainsi que les preuves relatives au respect des critères d'exclusion et de sélection seront fournies par chaque membre du groupement. En ce qui concerne les critères de sélection, le Parlement européen peut faire valoir les capacités des autres membres du groupement afin de déterminer si le soumissionnaire disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché. Dans ce cas, ces membres devront produire un engagement par lequel ils mettent à la disposition des autres les moyens nécessaires à l'exécution du contrat.

6. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée.

L'annexe VI sera obligatoirement complétée et annexée à l'offre si le soumissionnaire a recours à la sous-traitance.

L'offre doit détailler, dans la mesure du possible, la part du marché que le soumissionnaire entend sous-traiter et l'identité des sous-traitants. Pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du contrat, le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des soumissionnaires qu'ils fournissent des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis. Les soumissionnaires sont informés que les sous-traitants proposés ne peuvent pas être dans une des situations décrites dans les articles 106 et 107 du règlement financier donnant lieu à l'exclusion à la participation d'un marché de l'Union européenne.

Si la sous-traitance représente une part importante du marché, le Parlement européen s'assure que les sous-traitants envisagés satisfont aux critères de sélection applicables.

Le Parlement européen a le droit de rejeter tout sous-traitant ne satisfaisant pas aux critères d'exclusion (voir point 13) ou de sélection (voir point 14).

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. L'ordonnateur compétent se réserve le droit d'accepter ou non le sous-traitant proposé. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européen sera toujours accordée par écrit.

L'attribution du marché à un soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

7. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

8. PRIX

Le prix varie en fonction du prix publié par le Ministère Luxembourgeois de l'économie et est calculé conformément aux instructions de l'article I.3 du projet de contrat-cadre.

En application de l'article 3 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, l'offre de prix sera soumise hors TVA et autres taxes équivalentes.

9. GARANTIES FINANCIÈRES

Sans objet.

10. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Politique environnementale du Parlement européen

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière d'environnement dans le domaine du marché. À ce titre, il est à noter que le Parlement européen applique le système de gestion environnementale EMAS conformément

au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009. Des informations à ce sujet sont fournies par le service ordonnateur dans l'annexe II du présent cahier des charges. L'attributaire devra s'assurer que les informations transmises par le Parlement européen sur le programme EMAS en général, et plus précisément sur la mise en œuvre concrète de mesures environnementales, soient connues de l'ensemble de son personnel travaillant pour le Parlement européen. À la demande de celui-ci, l'attributaire peut être tenu d'attester que toute personne affectée aux travaux contractuels a reçu la formation professionnelle nécessaire et adéquate (sur le plan technique, en matière de sécurité et d'environnement) concernant le respect des règles de sécurité, la manipulation correcte des équipements et produits à utiliser, y compris les mesures à prendre en cas de fausse manipulation ou d'autres incidents éventuels.

11. POLITIQUE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter, dans l'exécution du marché, une politique de promotion de l'égalité et de la diversité en assurant l'application pleine et entière des principes de non-discrimination et d'égalité énoncés dans les traités de l'Union européenne. Plus précisément, l'attributaire du marché s'engage à créer, à maintenir et à promouvoir un environnement de travail ouvert et inclusif, respectueux de la dignité humaine et des principes d'égalité des chances, articulé autour de trois axes prioritaires:

- égalité des femmes et des hommes;
- emploi et intégration des personnes handicapées;
- élimination de tout obstacle au recrutement et de toute discrimination potentielle fondés sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

12. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES CONTRATS-CADRES

Le contrat-cadre s'appliquera par le biais de bons de commande.

PARTIE II - CRITÈRES D'EXCLUSION, DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

13. CRITÈRES D'EXCLUSION

Le texte intégral des articles 106, 107 et 108 du règlement financier, relatifs aux critères d'exclusion et à leur application, figure au *Journal officiel de l'Union européenne* L 286 du 30 octobre 2015, pages 1 à 29.

Article 106 du règlement financier (extraits): seuls les paragraphes 1, 4, 7 et 8 sont reproduits ci-dessous.

1. Le pouvoir adjudicateur exclut un opérateur économique de la participation aux procédures de passation de marché régies par le présent règlement dans les cas suivants:
 - a) l'opérateur économique est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, il a conclu un concordat préventif, il se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;
 - b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit du pays où il est établi, à celui du pays où le pouvoir adjudicateur se situe ou à celui du pays où le marché doit être exécuté;
 - c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle il appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:
 - i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l'exécution d'un marché;
 - ii) conclusion d'un accord avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence;
 - iii) violation de droits de propriété intellectuelle;
 - iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure de passation de marché;
 - v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché;

- d) il a été établi par un jugement définitif que l'opérateur économique est coupable de l'un des faits suivants:
- i) fraude, au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995¹;
 - ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997², et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI³ du Conseil, ou telle qu'elle est définie dans le droit du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où l'opérateur économique est établi ou du pays où le marché doit être exécuté;
 - iii) participation à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil⁴;
 - iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er} de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil⁵;
 - v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil⁶, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;
 - vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil⁷;
- e) l'opérateur économique a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par le budget, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;
- f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil⁸.

¹ JO C 316 du 27.11.1995, p. 48.

² JO C 195 du 25.6.1997, p. 1

³ Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (JO L 192 du 31.7.2003, p. 54).

⁴ Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée (JO L 300 du 11.11.2008, p. 42).

⁵ Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (JO L 309 du 25.11.2005, p. 15).

⁶ Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3).

⁷ Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil (JO L 101 du 15.4.2011, p. 1).

⁸ Règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil, du 18 décembre 1995, relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO L 312 du 23.12.1995, p. 1).

4. Le pouvoir adjudicateur exclut l'opérateur économique lorsqu'une personne qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance dudit opérateur économique ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de cet opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, points c) à f). Le pouvoir adjudicateur exclut également l'opérateur économique lorsqu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes dudit opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, point a) ou b).
7. Le pouvoir adjudicateur, (...), n'exclut pas un opérateur économique de la participation à une procédure de passation de marché:
 - a) lorsque l'opérateur économique a pris des mesures correctrices visées au paragraphe 8 du présent article, démontrant ainsi sa fiabilité. Cette faculté ne s'applique pas dans le cas visé au paragraphe 1, point d), du présent article;
 - b) lorsqu'il est indispensable pour assurer la continuité du service, pour une durée limitée et dans l'attente de l'adoption des mesures correctrices énoncées au paragraphe 8 du présent article;
 - c) lorsqu'une exclusion serait disproportionnée (...).

En outre, le paragraphe 1, point a), du présent article ne s'applique pas en cas d'achat de fournitures à des conditions particulièrement avantageuses, soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des liquidateurs dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature prévue par le droit national.

(...)

8. Les mesures visées au paragraphe 7 destinées à remédier à la situation d'exclusion peuvent notamment comprendre:
 - a) les mesures visant à identifier l'origine des situations donnant lieu à l'exclusion et les mesures concrètes prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel dans le domaine d'activité concerné de l'opérateur économique qui sont de nature à corriger la conduite et à éviter qu'elle se répète;
 - b) les éléments prouvant que l'opérateur économique a pris des mesures pour indemniser ou réparer le dommage ou le préjudice causé aux intérêts financiers de l'Union par les faits en cause donnant lieu à la situation d'exclusion;
 - c) les éléments prouvant que l'opérateur économique a payé ou garanti le paiement de toute amende infligée par une autorité compétente ou de tout impôt ou de toute cotisation de sécurité sociale visé au paragraphe 1, point b).

Article 107 du règlement financier (extraits): seuls les paragraphes 1 et 2 sont reproduits ci-dessous.

Rejet d'une procédure de passation de marché déterminée

1. Le pouvoir adjudicateur n'attribue pas de contrat pour une procédure de passation de marché déterminée à un opérateur économique qui:
 - a) se trouve dans une situation d'exclusion établie conformément à l'article 106;
 - b) a présenté de fausses déclarations en ce qui concerne les informations exigées pour participer à la procédure ou n'a pas communiqué ces informations;
 - c) a déjà participé à la préparation de documents de marché, si cela entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.
2. Avant de décider de rejeter d'une procédure de passation de marché déterminée la candidature d'un opérateur économique, le pouvoir adjudicateur donne à cet opérateur la possibilité de présenter ses observations, sauf si le rejet est justifié sur la base du paragraphe 1, point a), par une décision d'exclusion prise à l'encontre de l'opérateur économique, après examen des observations qu'il a formulées.

Le candidat/soumissionnaire est invité à remplir l'annexe III relative aux critères d'exclusion.

Évaluation des critères d'exclusion

1. Tous les soumissionnaires fourniront la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée telle qu'elle figure à l'annexe III.
2. Le soumissionnaire à qui le marché sera attribué, fournira, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de notification de l'attribution provisoire du marché et avant la signature du contrat, les preuves suivantes:
 - un extrait récent du casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays où il est établi, faisant apparaître que l'opérateur économique auquel le marché est à attribuer ne se trouve pas dans un des cas mentionnés à l'article 106, paragraphe 1, points a), c), d) ou f), du règlement financier; cette clause s'applique également aux personnes visées à l'article 106, paragraphe 4, du règlement financier;
 - un certificat récent délivré par l'autorité compétente de l'État concerné afin de prouver que le soumissionnaire ne se trouve pas dans le cas mentionné à l'article 106, paragraphe 1, points a) et b), du règlement financier;

- lorsque les documents ou certificats indiqués ci-dessus ne sont pas délivrés par le pays concerné, et pour les autres cas d'exclusion visés à l'article 106 du règlement financier, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, à défaut, solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays où il est établi.
3. Le soumissionnaire à qui le marché est attribué est dispensé de l'obligation de produire les preuves documentaires visées au paragraphe 2 s'il est une organisation internationale, si le pouvoir adjudicateur peut avoir accès gratuitement à ces preuves en consultant une base de données nationale ou si ces preuves ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché, pour autant que la date de délivrance des documents en question ne remonte pas à plus d'un an et qu'ils soient toujours valables. En pareil cas, le soumissionnaire atteste sur l'honneur que les pièces justificatives ont déjà été fournies lors d'une procédure de passation de marché antérieure, qu'il précise, et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation.

14. CRITÈRES DE SÉLECTION

14.1. Capacité juridique et réglementaire

Le soumissionnaire est tenu de satisfaire aux conditions suivantes:

- être inscrit au registre de la profession ou au registre commercial, sauf s'il est une organisation internationale;

L'évaluation de la capacité juridique et réglementaire sera effectuée à partir des éléments contenus dans les documents suivants, à fournir par les soumissionnaires :

- document(s) justificatifs(s) de l'inscription au registre de la profession ou au registre de commerce ;

En cas de groupements d'opérateurs économiques, la justification de l'autorisation à produire l'objet visé par le marché sera apportée par chacun des membres du groupement.

14.2. Capacité financière et économique

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité économique et financière suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de la valeur et l'étendue de celui-ci. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à la capacité financière du soumissionnaire ou si celle-ci s'avère insuffisante pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Par ailleurs, pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires une capacité financière et économique minimale qui sera évaluée au vu des éléments suivants:

- chiffre d'affaires annuel moyen, réalisé au cours des deux derniers exercices clos, égal ou supérieur à 105.000 € par an.
- avoir souscrit une assurance de responsabilité civile et professionnelle.

L'évaluation de la capacité financière et économique sera effectuée à partir des éléments contenus dans le document suivant, à fournir par les soumissionnaires:

- des extraits ou l'intégralité des états financiers (rapports annuels) portant sur les deux derniers exercices clôturés avant publication de l'avis de marché et
- attestation de police d'assurance avec mention de la date de validité.

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les éléments de référence demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document jugé approprié par le Parlement européen.

Le soumissionnaire peut également recourir aux capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens qu'il entretient avec celles-ci. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières de celui-ci. Le Parlement pourra, le cas échéant, exiger que le soumissionnaire et ces autres entités soient solidairement responsables de l'exécution du marché.

Dans les mêmes conditions, un groupement d'opérateurs économiques peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou d'autres entités.

Par ailleurs, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités économiques d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

14.3. Capacité technique et professionnelle

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité technique et professionnelle suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à ses capacités techniques et professionnelles ou si celles-ci s'avèrent insuffisantes pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent des capacités techniques et professionnelles suivantes:

- liste de strictement 3 références, en rapport avec l'objet du présent marché, de livraisons de gasoil de chauffage d'au moins 50.000 litres par an réalisées au cours des trois dernières années précédant la publication de l'avis de marché.

L'évaluation de la capacité technique et professionnelle sera effectuée sur base des éléments contenus dans les documents suivants :

- pour chaque référence, il faut fournir la copie d'une attestation de bonne exécution ou tout autre document probant.

Le soumissionnaire ou candidat pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit alors prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par

exemple en produisant une attestation de l'engagement de ces entités à les mettre à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités professionnelles et/ou techniques de celui-ci.

En tout cas, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

Si le Parlement européen établit qu'un soumissionnaire se trouve dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait avoir une incidence sur l'exécution du marché, le Parlement pourra conclure que le soumissionnaire n'a pas le niveau de qualité approprié pour exécuter le marché.

15. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué au soumissionnaire sélectionné (c'est à dire satisfaisant aux critères d'exclusion et de sélection) présentant la ristourne la plus élevée au litre (exprimé en % applicable sur le prix maximum officiel, hors TVA et accises, publié par le Ministère Luxembourgeois de l'économie et en vigueur le jour de la livraison), sous réserve de la conformité des produits avec les spécifications techniques.

Chaque offre de remise égale ou supérieure à 0% est acceptable.

Annexe I: Spécifications techniques

Voir document annexé

Annexe I.a Bordereau de prix

APPEL D'OFFRES 06A20-2017-M044

BORDEREAU DES PRIX

Les prix s'entendent hors TVA et accises, tous frais compris

APPEL D'OFFRES 06A20-2017-M044 - Gasoil de chauffage et pour groupes électrogènes

		Au litre de gasoil de chauffage 10 ppm S(l)
Ristourne en % Applicable sur le prix maximum officiel, hors TVA et accises, publié par le Ministère Luxembourgeois de l'économie et en vigueur le jour de la livraison, Maximum deux décimales après la virgule (p.ex.: 1,75%)	

Date:

Signature et cachet de la firme:

Annexe II: Politique environnementale du Parlement européen



Εσπερινήν άσπασμάντ Parliament Europes Evropský parlament Europa-Parlamentar Europäisches Parlament
Euroopa Parlament Eupunatili Kevonpoukon European Parliament Parliament européen Parliament na hEiripa
Europski parlament Parlaments europes Eropas Parlaments Europos Parlamentas Eurpai Parlament
Parlament Evropew Europees Parlement Priament Europejski Parlamento Europeu Parlamentul European
Európsky parlament Evropski parlament European parliamentti Europaparlamentti

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement européen reconnaît qu'il lui incombe de contribuer de façon positive au développement durable en tant qu'objectif à long terme. Le Parlement assume cette responsabilité non seulement dans le cadre de son rôle politique et législatif, mais aussi dans le contexte de son fonctionnement et des décisions qu'il prend au quotidien.

En 2007, le Parlement européen a ainsi décidé d'engager son administration sur la voie de l'application de l'EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit), afin d'apporter des améliorations constantes à ses résultats environnementaux en matière d'activités, de produits et de services.

L'intérêt porté aux performances environnementales des organisations est en constante augmentation. Les organisations couronnées de succès se caractérisent par une anticipation des défis environnementaux. Une large gamme d'avantages découlent de l'enregistrement EMAS, y compris la réduction des coûts des ressources et de la gestion des déchets, la minimisation des risques, le respect des dispositions réglementaires et l'amélioration des relations avec les parties prenantes internes et externes.

Le Parlement européen

- réaffirme son engagement de maintenir son enregistrement EMAS et son approche environnementale de l'amélioration continue en vue d'atteindre la viabilité environnementale dans toutes ses activités administratives;
- souligne les performances déjà globalement bonnes du système de gestion environnementale du Parlement européen mais souligne aussi la nécessité de renforcer encore les efforts afin de réaliser en temps opportun les objectifs actuels du Parlement en terme d'indicateurs de performance clés, notamment dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre;
- vise à établir de nouveaux indicateurs de performance clés à moyen et long terme, avec des objectifs concrets et quantifiés allant au-delà des délais actuels;
- s'engage à garantir le respect des objectifs et exigences fixés par la législation nationale et de l'Union;
- s'engage à mettre en œuvre des mesures préventives pour améliorer encore ses performances environnementales et pour veiller à ce que les considérations environnementales soient intégrées dans toutes les activités administratives;
- s'efforce de fournir des ressources suffisantes pour son système de gestion environnementale et les activités qui y sont liées;
- s'engage à inclure et à appliquer des critères d'efficacité environnementale et énergétique stricts dans toutes ses politiques immobilières et dans tous ses projets immobiliers;
- encourage des comportements responsables et appropriés par la formation, l'information et la sensibilisation accrue de l'ensemble de son personnel, mais aussi des députés et de leurs assistants, sur les aspects de leurs activités qui sont pertinents pour EMAS;
- s'engage à introduire les meilleures pratiques eu égard à ses principales incidences environnementales, notamment en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre et la gestion des déchets, ainsi qu'une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et du papier;
- s'efforce de renforcer encore la stratégie relative aux marchés publics écologiques en établissant des objectifs en matière de classification des contrats.

Le Parlement européen s'engage à décrire en détail, à mettre en œuvre et à poursuivre la présente politique environnementale, à la communiquer à ses députés, à son personnel, aux contractants et à toute autre partie intéressée, et à la rendre accessible au public.

La politique environnementale du Parlement européen est mise en œuvre par le biais de son système de gestion environnementale. La politique environnementale et ledit système de gestion environnementale couvrent de façon directe et indirecte les aspects environnementaux principaux ainsi que leur impact sur les sites concernés et permettent l'établissement des objectifs correspondants.


Martin SCHULZ, Président
Bruxelles, 21 juin 2016




Klaus WELLE, Secrétaire-Général
Bruxelles, 21 juin 2016



Protection de l'environnement (EMAS) dans les bâtiments du Parlement Européen

Destiné au personnel des entreprises travaillant pour le Parlement Européen



Qu'est-ce qu'EMAS?

EMAS est le système utilisé par le Parlement européen (PE) pour diminuer l'impact de ses activités sur l'environnement. EMAS est un système de management environnemental (SME) basé sur les normes ISO 14001 et le Règlement EMAS 1221/2009. Le Parlement a commencé à appliquer l'EMAS suite à une décision du Bureau en 2004.

Le Président et le Secrétaire général du PE ont signé la Politique EMAS en 2016. Ce document engage le Parlement à diminuer de façon constante son impact sur l'environnement par secteur d'activité dans des domaines tels que la production de déchets et le recyclage, la manipulation de substances dangereuses, les émissions CO₂ pour lutter contre le réchauffement de la planète, la consommation d'énergie, d'eau et de papier, le respect de la législation environnementale, la formation du personnel, les marchés publics écologiques.



Signature de la
Politique EMAS le
21 Juin 2016

Comment mon entreprise peut-elle contribuer à améliorer l'environnement au Parlement européen?

Vous y contribuez en respectant la législation environnementale en vigueur, ainsi que toutes les consignes et procédures environnementales. Votre société devra s'assurer que toute personne exécutant des tâches qui ont des impacts environnementaux significatifs a reçu la formation nécessaire. Votre entreprise joue donc un rôle essentiel pour améliorer la qualité environnementale au PE.

Notre engagement environnemental est également repris dans les obligations annoncées dans nos nouveaux contrats: "Le contractant s'engage à respecter (...) les caractéristiques environnementales du marché et toute autre condition du même genre, imposées par le cahier des charges et détaillées, le cas échéant, dans l'offre du contractant. Le Parlement européen se réserve le droit d'effectuer directement auprès du contractant les vérifications et les contrôles nécessaires afin de s'assurer du respect des exigences environnementales imposées (...) Tout constat de manquement de la part du contractant aux obligations environnementales imposées, ainsi que tout refus de vérification par le Parlement européen ou un organisme dûment mandaté, permettra au Parlement européen de résilier le contrat".



Si vous utilisez des substances dangereuses pour l'environnement, vous êtes tenus de respecter la législation en vigueur et de connaître les procédures environnementales du PE. Pour plus d'infos, veuillez contacter votre responsable au Parlement européen.



Si vous êtes dans nos bâtiments et vous détectez un accident avec des conséquences environnementales significatives (comme un incendie, explosion, fuite d'eau, de mazout, de gaz, d'huile ou d'autres substances dangereuses), veuillez en informer le Service de la Sécurité (☎ 85112). Le même numéro peut être utilisé en cas d'urgence médicale.



Nous remercions les contractants et sous-traitants du Parlement pour leur précieuse contribution au tri, stockage et revalorisation des déchets. Nous vous rappelons l'importance de respecter le tri et vous prions de sensibiliser vos collègues de l'importance de votre rôle pour l'environnement.



Et que pourrait faire mon entreprise si elle provoque d'autres impacts sur l'environnement?

Si les activités réalisées par votre entreprise pour le Parlement européen provoquent d'autres impacts sur l'environnement (consommation de papier, de carburant, d'électricité, d'eau, production d'autres types de déchets...) vous pouvez contacter votre responsable au Parlement européen afin d'essayer d'améliorer votre performance environnementale (l'unité EMAS se tient également à votre disposition).

Quelques petits conseils pour le quotidien :



Économisez l'eau. Fermez bien le robinet et prévenez le service responsable si vous constatez une fuite.



Économisez l'énergie. Éteignez l'éclairage quand il n'est pas nécessaire et économisez l'électricité.



Empruntez plutôt les escaliers. C'est mieux pour votre santé et plus écologique!



Recyclez les déchets. Veuillez ramasser vos déchets et utiliser les poubelles adéquates. Les déchets qui ne sont pas bien triés ne pourront pas être recyclés !



Privilégiez le transport public pour vos déplacements. Le transport est une des sources les plus importantes des émissions de CO₂.

Qu'a déjà réalisé le Parlement européen en faveur de l'environnement ? Le PE travaille depuis longtemps pour améliorer l'environnement. Voici quelques réalisations concrètes :

- Le PE s'est engagé à réduire ses émissions CO₂ de 30% pour 2020.
- Le Parlement trie et revalorise ses déchets et porte une attention particulière aux produits dangereux.
- Le Parlement utilise de l'électricité provenant à 100% de sources renouvelables, et cela dans les trois lieux de travail.
- Le PE intègre des clauses environnementales dans les marchés publics.

Saviez-vous que le Parlement a obtenu les certifications EMAS et ISO 14001? Ainsi, des audits externes sont effectués chaque année et votre implication dans le système environnemental sera également évaluée.



EMAS, c'est vous!

Nous attendons vos propositions et suggestions sur emas@ep.europa.eu

Annexe III: Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection

[Le][La] soussigné[e] [*nom du signataire du présent formulaire*]:

<i>(uniquement pour les personnes physiques)</i> se représentant [lui][elle]-même	<i>(uniquement pour les personnes morales)</i> représentant la personne morale suivante:
Numéro de carte d'identité ou de passeport: ("la personne")	Dénomination officielle complète: Forme juridique officielle: Numéro d'enregistrement légal: Adresse officielle complète: N° d'immatriculation à la TVA: ("la personne")

I – SITUATION D'EXCLUSION CONCERNANT LA PERSONNE

	OUI	NON
1) déclare que la personne susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:		
a) elle est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, elle a conclu un concordat préventif, elle se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit du pays où elle est établie, à celui du pays où le pouvoir adjudicateur se situe ou à celui du pays où le marché doit être exécuté;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que la personne a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle elle appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:		
i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l'exécution d'un marché;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) conclusion d'un accord avec d'autres personnes en vue de fausser la concurrence;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) violation de droits de propriété intellectuelle;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

d) il a été établi par un jugement définitif que la personne est coupable des faits suivants:		
i) fraude, au sens de l'article 1 ^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'UE, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou telle qu'elle est définie dans les dispositions légales du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où la personne est établie ou du pays où le marché doit être exécuté;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) participation à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1 ^{er} de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1 ^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) elle a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par le budget de l'Union, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une irrégularité au sens de l'article 1 ^{er} , paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) en cas de faute professionnelle grave, de fraude, de corruption, d'autres infractions pénales, de manquements graves dans l'exécution d'un marché ou d'irrégularités, elle est concernée par: <ul style="list-style-type: none"> i. des faits établis dans le cadre d'audits ou d'enquêtes menés par la Cour des comptes, l'OLAF ou le service d'audit interne, ou encore de tout autre contrôle, audit ou vérification effectué sous la responsabilité du pouvoir adjudicateur d'une institution de l'Union, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'Union; ii. des décisions administratives non définitives, y compris le cas échéant des mesures disciplinaires prises par l'organe de surveillance compétent qui est chargé de vérifier l'application des normes de déontologie professionnelle; iii. des décisions de la BCE, de la BEI, du Fonds européen d'investissement ou d'organisations internationales; 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

iv. des décisions de la Commission relatives à la violation des règles de l'Union dans le domaine de la concurrence ou des décisions d'une autorité nationale compétente concernant la violation du droit de l'Union ou du droit national en matière de concurrence; ou		
v. des décisions d'exclusion prises par un ordonnateur d'une institution de l'Union européenne, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'Union européenne.		

II – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES AYANT LE POUVOIR DE REPRÉSENTATION, DE DÉCISION OU DE CONTRÔLE À L'ÉGARD DE LA PERSONNE MORALE

Ne s'applique pas aux personnes physiques, aux États membres et aux autorités locales

2) déclare qu'une personne physique ou morale qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de la personne morale susmentionnée ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ladite personne morale (à savoir les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques détenant, à titre individuel, la majorité des parts) se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point c) ci-dessus (faute professionnelle grave)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point d) ci-dessus (fraude, corruption ou autre infraction pénale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point e) ci-dessus (manquement grave dans l'exécution d'un marché)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point f) ci-dessus (irrégularité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III – SITUATIONS D'EXCLUSION CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI RÉPONDENT INDÉFINIMENT DES DETTES DE LA PERSONNE MORALE

3) déclare qu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne morale susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point a) ci-dessus (faillite)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point b) ci-dessus (non-respect du paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

IV – MOTIFS DE REJET DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

4) déclare que la personne susmentionnée:	OUI	NON
h) a faussé la concurrence en ayant déjà participé à la préparation de documents de marché pour la présente procédure de passation de marché.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

V – MESURES CORRECTRICES

Si elle déclare l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, la personne doit indiquer les mesures qu'elle a prises pour remédier à la situation d'exclusion, démontrant ainsi sa fiabilité. Il peut s'agir de mesures prises, par exemple, au niveau technique, de l'organisation et du personnel en vue d'éviter toute répétition, d'indemniser le dommage ou de payer les amendes. Les preuves documentaires pertinentes démontrant les mesures correctrices prises doivent être annexées à la présente déclaration. Cette disposition ne s'applique pas aux situations visées au point d) de la présente déclaration.

VI – JUSTIFICATIFS SUR DEMANDE

Sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, la personne doit fournir des informations sur les personnes qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance. Elle doit également fournir les justificatifs suivants concernant la personne proprement dite et la ou les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne:

Pour les cas mentionnés aux points a), c), d) ou f), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Pour les cas mentionnés aux points a) ou b), des certificats récents délivrés par les autorités compétentes de l'État concerné sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure de passation de marché. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure
<i>Insérer autant de lignes que nécessaire.</i>	

VII – CRITÈRES DE SÉLECTION

5) déclare que la personne susmentionnée satisfait aux critères de sélection qui lui sont applicables à titre individuel, tels que prévus par le cahier des charges, à savoir:	OUI	NON	Sans objet
a) elle a la capacité d'exercer l'activité professionnelle d'un point de vue légal et réglementaire, nécessaire à l'exécution du marché,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

conformément aux dispositions de la section 14.1 du cahier des charges;			
b) elle remplit les critères économiques et financiers applicables mentionnés à la section 14.2 du cahier des charges;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) elle remplit les critères techniques et professionnels applicables mentionnés à la section 14.3 du cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

6) si la personne susmentionnée est soumissionnaire unique ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe , déclare que:	OUI	NON	Sans objet
d) le soumissionnaire (y compris tous les membres du groupement en cas d'offre conjointe et les sous-traitants, le cas échéant) respecte l'ensemble des critères de sélection pour lesquels il sera procédé à une évaluation d'ensemble conformément au cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VIII – JUSTIFICATIFS AUX FINS DE LA SÉLECTION

Le signataire déclare que la personne susmentionnée peut fournir, sur demande et sans tarder, les documents justificatifs nécessaires énumérés dans les sections correspondantes du cahier des charges et qui ne sont pas disponibles sous forme électronique.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure de passation de marché. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure
<i>Insérer autant de lignes que nécessaire.</i>	

La personne susmentionnée est susceptible d'être rejetée de la présente procédure et est passible de sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies pour participer à la présente procédure.

Nom et prénom(s)

Date

Signature

Annexe IV: Signalétique financier – fournisseur

<u>ENTITE LEGALE</u> <u>SOCIETE PRIVEE</u>	
Titre / FORME JURIDIQUE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
NOM (S)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
ACRONYME	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Code postal	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
N° TVA	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
LIEU D'ENREGISTREMENT	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
DATE D'ENREGISTREMENT	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
N° DE REGISTRE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
TELEPHONE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
FAX	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
E-MAIL	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Ces informations doivent être accompagnées d'une photocopie de tout document officiel permettant d'identifier le nom de l'entité légale, l'adresse du siège social, le numéro de TVA et le numéro d'enregistrement auprès des autorités nationales.	
<u>INTITULE DU COMPTE BANCAIRE</u>	
NOM (Nom sous lequel le compte a été ouvert)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Code postal	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Pays	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
<u>BANQUE</u>	
IBAN (Obligatoire, si le code IBAN existe dans le pays où votre banque est établie)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
CODE SWIFT (BIC)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
DEVISE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
COMPTE BANCAIRE (Format National)	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
NOM DE LA BANQUE	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
ADRESSE Rue	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Num	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Code postal	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Commune / Ville	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Pays	<div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%;"></div>
Cachet de la banque + Signature de son représentant * :	Date + signature du représentant (Obligatoire)
* Il est préférable de joindre une copie d'un extrait de compte bancaire récent. Veuillez noter que le relevé bancaire doit fournir toutes les informations indiquées ci-dessus sous «INTITULÉ DU COMPTE BANCAIRE» et «BANQUE». Dans ce cas, le cachet de la banque et la signature de son représentant ne sont pas requis. La signature du titulaire du compte est obligatoire dans tous les cas.	

Annexe V: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Nom officiel du membre mandaté par le groupement⁹:

.....

Adresse officielle:

.....

.....

Forme juridique du groupement¹⁰:

.....

.....

Je soussigné(e) M./M^{me}, en ma qualité de représentant du mandataire du groupement d'opérateurs ayant soumis la présente offre, déclare avoir pris connaissance des conditions fixées par le Parlement européen afin de pouvoir présenter une offre en tant que groupement et que la soumission d'une offre ainsi que la signature de la présente déclaration comportent l'acceptation desdites conditions:

"Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique dans l'offre. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, il peut s'agir, par exemple, d'un groupement ou d'une association temporaire);
- la signature par tous les partenaires d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le document produit doit prouver le statut réel du groupement. De même, dans ce document ou dans une annexe à celui-ci, les opérateurs économiques faisant partie du groupement devront s'engager en tant que soumissionnaires à assumer une responsabilité solidaire lors de l'exécution du contrat si celui-ci leur est attribué.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci assurent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. Toutefois, dans le contrat qui sera signé avec le groupement d'opérateurs, le Parlement européen se référera expressément à l'existence de cette responsabilité solidaire. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité qui pourra représenter les membres et aura, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres."

⁹ Indiquer le nom et l'adresse du membre mandaté par les autres membres du groupement pour représenter celui-ci. En cas d'absence de mandat, tous les membres du groupement devront signer la présente déclaration.

¹⁰ À indiquer si une forme précise a été choisie par les membres du groupement. Dans le cas contraire, ne rien mentionner.

Renseignements concernant les membres du groupement			
Nom du membre du groupement	Adresse du membre du groupement	Nom du représentant du membre	Descriptions des capacités techniques, professionnelles et économiques ¹¹

Date:

Signature:

¹¹ Si une telle description a déjà été faite dans l'offre, un renvoi vers l'endroit où celle-ci apparaît pourra être fait.

Annexe VI: Déclaration concernant les sous-traitants

VI. 1. Déclaration concernant les sous-traitants

Nom du soumissionnaire:

Je soussigné(e) M./M^{me}, en ma qualité de représentant du soumissionnaire susmentionné, **déclare** que si ce dernier devient l'attributaire du marché ou d'un ou de plusieurs lots dudit marché, les opérateurs économiques suivants y participeront en tant que sous-traitants:

Renseignements concernant les sous-traitants		
Nom et adresse du sous-traitant	Description de la partie du contrat sous-traitée	Description de la valeur (en euros et en pourcentage du montant total estimé du contrat)

J'ai pris connaissance que le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis aux soumissionnaires.

Dans ce contexte, le Parlement européen se réserve le droit de rejeter tout sous-traitant proposé qui ne satisfait pas aux critères d'exclusion et/ou de sélection.

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. Le Parlement européen se réserve donc le droit d'accepter ou non tout sous-traitant proposé pendant l'exécution du contrat. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européen sera toujours accordée par écrit.

L'attribution du marché à un soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

Date:

Signature:

VI. 2. DECLARATION D'ENGAGEMENT DU SOUS-TRAITANT

Je soussigné(e) M/Mme
en ma qualité de représentant du sous-traitant déclare :

nom et adresse du sous-traitant	
soumissionnaire (nom de la société qui souhaite sous-traiter)	
marché public du Parlement européen	APPEL D'OFFRES 06A20-2017-M044 Contrat cadre de fourniture de gasoil de chauffage et pour les groupes électrogènes pour les bâtiments occupés (ou à occuper) par les institutions participant à l'appel d'offres au Luxembourg

En cas d'attribution du marché public du Parlement européen mentionné au soumissionnaire indiqué ci-dessus, le sous-traitant s'engage à exécuter la part sous-traitée dudit marché public conformément aux conditions du marché et à l'offre déposée par le soumissionnaire.

J'atteste sur mon honneur que le sous-traitant ne se trouve pas dans une situation d'exclusion au sens des articles 106, 107 et 108 du Règlement financier

Fait en UN ORIGINAL à le

Signature du représentant légal du sous-traitant :

Annexe VII: Fiche de renseignements financiers

Le soumissionnaire ou chaque société, dans le cas d'un groupement de sociétés disposant d'un mandataire commun, remplit la présente fiche en se fondant sur les bilans financiers des deux derniers exercices, qui doivent être fournis en annexe.

Chiffre d'affaires

Montant total du chiffre d'affaires des deux derniers exercices

Exercice n-1	EUR
Exercice n-2	EUR
Exercice n-3	EUR

Certifiée sincère et exacte.

Fait à le

Signature(s):

Annexe VIII: Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne lors de l'envoi de l'offre

À utiliser et à compléter de façon à faciliter la transmission de l'offre au service compétent du Parlement européen



<p>Parlement européen Service du courrier officiel Bâtiment Konrad Adenauer, bureau 00D001 L - 2929 LUXEMBOURG APPEL D'OFFRES 06A20-2017-M044</p> <p>à l'attention de la Direction générale des Infrastructures et de la Logistique, Direction A-Infrastructures Service d'assistance à la maintenance- Bureau KAD 03D021</p> <p><u>NE DOIT PAS ÊTRE OUVERT PAR LE SERVICE DU COURRIER NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITÉE</u></p>



En cas de colis ou enveloppes multiples, faire des copies de l'étiquette et répéter l'opération.